

Bien-être à l'école. Encore insuffisant

On parle beaucoup du bien-être au travail, nettement moins de celui de nos enfants à l'école. Et pourtant : un rapport scientifique vient mettre en évidence quelques réalités préoccupantes. Concernant la cantine, que les collégiens issus de familles défavorisées sont deux fois plus nombreux à ne pas fréquenter que leurs camarades plus aisés. Ou encore l'état des toilettes, trop peu nombreuses et à l'hygiène parfois douteuse. Édifiant.

Des incidences sur les résultats scolaires



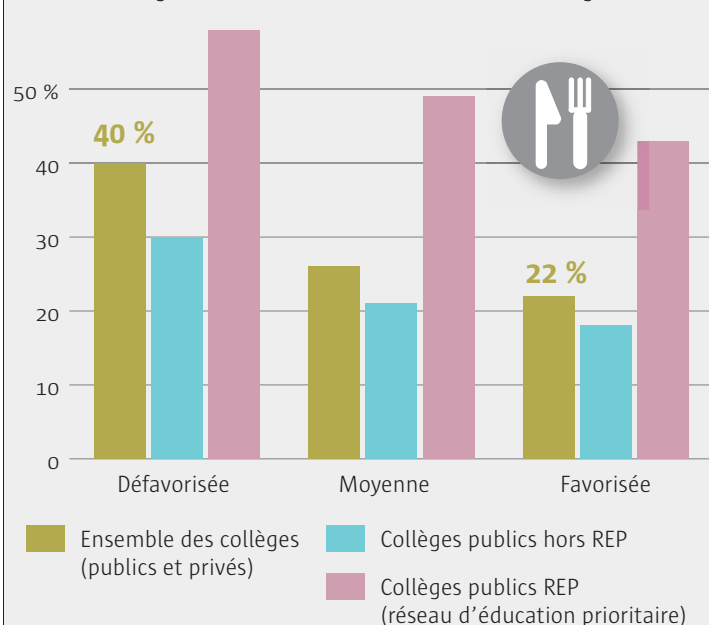
Qu'un déjeuner nourrissant et équilibré favorise l'attention et l'acquisition des connaissances, rien d'étonnant. Qu'il offre aux élèves un temps primordial de socialisation et d'apprentissage de la citoyenneté (ci-dessus), on le conçoit aussi aisément. Mais pourquoi s'intéresser plus largement à la qualité de vie à l'école ?

Premièrement, parce que les recherches ont montré que le sentiment de bien-être en classe et les performances scolaires sont corrélés, sans que l'on sache très bien pour quelle part le premier génère les secondes, et vice-versa. Deuxièmement, parce que, passant beaucoup de temps à l'école, on s'y crée des relations et qu'on y forge ses rêves. Autrement dit, c'est un peu là que se dessinent les trajectoires de vie du futur adulte.

Enfin, « les jeunes insatisfaits de leur vie à l'école seraient plus susceptibles de tomber en proie à la toxicomanie, à la prise de risques dans leurs comportements sexuels, à la criminalité et au suicide », souligne le rapport du Cnesco. (Photo François Destoc)

Cantine et inégalités

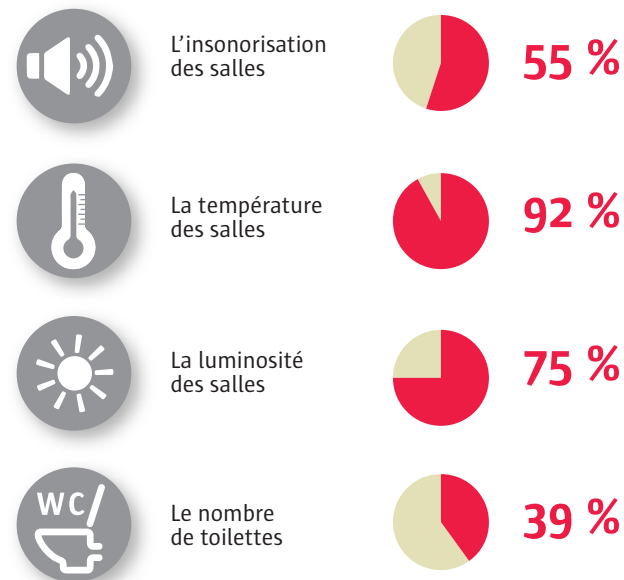
Taux de collégiens non inscrits à la cantine selon leur origine sociale



Lecture : 40 % des collégiens issus de familles défavorisées ne mangent pas à la cantine, contre 22 % des élèves issus de familles favorisées.

Des établissements scolaires interpellés pour...

Part des établissements interpellés



Le Télégramme - Source : Conseil national d'évaluation du système scolaire

1. La cantine, miroir des inégalités sociales.

L'enquête menée par le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco), à partir d'un questionnaire en ligne auquel ont répondu, au début de l'été, 869 établissements scolaires français du second degré, montre qu'en trente ans, les cantines ont opéré une mue bénéfique - espaces de restauration modernisés en self-service, menus diversifiés, etc. 70 % des élèves de collège public y déjeunent, contre 55 %, seulement, il y a vingt ans. Indéniablement, une réussite. Oui mais. Le problème réside dans les 30 % d'enfants qui n'y mangent pas. Car en fouillant un peu, il apparaît qu'en moyenne, au collège, les élèves issus de familles défavorisées sont deux fois plus nombreux (40 % d'entre eux) que leurs camarades issus de foyers aisés (22 %) et très aisés (17 %) à ne pas profiter des repas servis à la cantine. Et ce, malgré un tarif moyen facturé de

3,30 euros dans le secteur public (5,40 euros dans le privé), « nettement inférieur aux coûts réels ». Pour les auteurs du rapport, le critère économique se révèle d'autant plus déterminant que 55 % des collèges et lycées ont déclaré ne pas proposer de tarification spécifique pour les élèves les plus démunis. 22 % disposent toutefois d'une grille pouvant aller jusqu'à la gratuité des repas, qui, en Finlande ou en Suède, est de principe pour tous.

2. Des toilettes qui ne donnent pas envie.

L'enquête du Cnesco, étayée par plusieurs études récentes, souligne que les sanitaires comptent parmi les espaces les plus anxiogènes pour les élèves. Un tiers d'entre eux craignent de s'y rendre en raison de problèmes d'hygiène, d'insécurité (crainte du harcèlement) ou d'accès. « Les toilettes, j'y vais le moins possible, témoigne Rose, en classe de 6^e près de Bordeaux (Gironde). Il y a du

pipi par terre, des portes cassées qui ne ferment pas et il manque parfois du papier pour s'essuyer. » Même rejet chez Raphaël, en CE2 : « Dans mon école, plein de garçons s'amuse à coller du papier toilette sur les murs. Ils y passent toute la récré et je n'ai pas du tout envie de me retrouver là avec eux. » Alors, il y va « une fois par jour, grand maximum » et y reste « le moins longtemps possible ».

Parmi les établissements sondés, près de quatre collèges et lycées publics sur dix (39 %) ont déclaré ne pas avoir suffisamment de sanitaires dans leurs locaux. Et plus de la moitié (53 %) ont concédé ne les nettoyer qu'une fois par jour.

Les interpellations d'élèves, de parents et du personnel portent, avant tout sur les dégradations (dans 72 % des établissements) et sur l'approvisionnement en papier hygiénique et savon (62 %).

Les conséquences pour la santé des

enfants sont loin d'être anodines. « Beaucoup se retiennent, ont mal au ventre », témoigne une infirmière scolaire dans l'Allier. Dans son collège, l'absence de point d'eau près du réfectoire n'incite pas non plus à se laver les mains avant de passer à table, ce qui favorise « la propagation d'épidémies ».

3. Des locaux souvent mal isolés.

Si chacun s'accorde à dire que l'architecture scolaire s'est améliorée (espaces de travail, foyers offrant des activités extrascolaires, etc.), des faiblesses et « points noirs » sont fréquemment relevés. Concernant la température dans les salles de classe, le manque de luminosité, l'insonorisation ou le mobilier, souvent inadapté au travail en ateliers. Des manquements sont aussi signalés, concernant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, encore totalement absente dans plus de 14 % des établissements du second degré.

Bretagne : « Des efforts à faire dans les toilettes »

Propos recueillis par Didier Déniel

Gwenaél Arzur est présidente de la FCPE (Fédération de conseils de parents d'élèves) dans les Côtes-d'Armor. Selon elle, les établissements bretons sont assez bien lotis. Mais des efforts peuvent être menés au niveau des toilettes et du paiement des cantines.



Photo DR

> Quels retours avez-vous des établissements dans votre département ?

Le plus souvent, les remarques portent sur les toilettes. Déjà qu'avec des adultes, la propreté n'est pas toujours évidente. Avec des enfants, ça l'est encore moins. S'il n'y a pas quelqu'un derrière pour vérifier que la place est nette, ça devient vite ingérable. On ne peut pas demander aux agents communaux de passer toutes les heures, bien entendu. Mais nous pensons qu'il peut

être de la responsabilité de l'équipe enseignante de vérifier que tout va bien. Ce message a du mal à passer. L'hygiène est telle que, parfois, des enfants se retiennent, avec les problèmes de cystite et de constipation que cela peut entraîner. On a vu parfois des écoles où le papier hygiénique n'est pas à portée de main des enfants, mais à l'entrée des toilettes. Pas évident, quand on est tout petit, de jauger la quantité de papier qu'il faut. On a aussi eu connaissance d'es-

paces WC entièrement ouverts, sans séparation. La plupart des enfants le vivent assez bien. Pour les plus pudiques, par contre, ça n'est pas évident.

> Comment ces questions sont-elles abordées ?

Au cas par cas, mais jamais d'une manière globale. Chaque établissement édicte ses propres règles. Même constat en ce qui concerne l'hygiène à la cantine. Dans

certaines écoles, on n'aide pas les plus petits à se laver les mains après avoir mangé, sous prétexte que c'est trop lourd à gérer. Rarement ces réflexions débouchent sur une nouvelle organisation.

> Concernant le confort en général, quelles conclusions tirez-vous ?

Au niveau des bâtiments, on a peu de retours de vétusté. J'ai quand même en tête le cas d'une école récente, à l'architecture magnifique, où au mois de juin, il faisait 35 °C dans les classes. Et l'hiver, il y fait très froid. Un comble pour un bâtiment censé s'autoréguler. »

> La cantine peut être source de problèmes. Qu'en est-il dans les Côtes-d'Armor ?

« On note de plus en plus d'impayés et d'admissions en non-valeur lors des conseils d'administration pour effacer les dettes des familles. En cas de problème, ces dernières peuvent actionner les fonds sociaux. Mais il faut en faire la demande. À notre avis, on pourrait régler ces problèmes en appliquant une dégressivité des tarifs, en fonction des revenus familiaux. Pas que pour les boursiers, mais pour tous les élèves qui en auraient besoin.